

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
vendredi 27 juillet 2018
à 11h00

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **52.258** Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues
(doc. parl. 7142)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 13 votants*

- 2) **52.269** Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des
prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil
(doc. parl. 7146)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 14 votants*

- 3) **52.281** Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le
cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité
grave et portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation
du Service de renseignement de l'État
(doc. parl. 7151)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 14 votants*

- 4) **52.378** Projet de loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard du
traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en
matière de sécurité nationale et portant modification :
- 1° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 - 2° de la loi modifiée du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention
sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant
création d'un Office européen de police (Convention Europol), signée à
Bruxelles, le 26 juillet 1995 ;
 - 3° de la loi du 20 décembre 2002 portant approbation - de la Convention
établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur
l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à
Bruxelles, le 26 juillet 1995 ; - de l'Accord relatif à l'application
provisoire entre certains États membres de l'Union européenne de la
Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union
européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes,
signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995 ;
 - 4° de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces
et aux habilitations de sécurité ;
 - 5° de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre
socioéducatif de l'État ;

- 6° de la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle ;
- 7° de la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement ;
- 8° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;
- 9° de la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;
- 10° de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
- 11° de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
- 12° de la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État, et
- 13° de la loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière
- 14° de la loi du jj/mm/aaaa sur la Police grand-ducale ; et
- 15° de la loi du jj/mm/aaaa sur l'Inspection générale de la Police

(doc. parl. 7168)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 5) 52.422** Projet de loi portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

(doc. parl. 7184)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 6) 52.486** Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012

(doc. parl. 7207)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 7) 52.578** Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances et modifiant la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

(doc. parl. 7215)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 8) **52.579A** Projet de loi relative aux informations à obtenir et à conserver par les fiduciaires et portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission
- (doc. parl. 7216A)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 9) **52.650** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013
- (doc. parl. 7235)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 10) **52.651** Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant
- 1° la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
 - 2° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
 - 3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
- (doc. parl. 7230)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 11) **52.702** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- (doc. parl. 7246)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 12) **52.735** Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre
- (doc. parl. 7264)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 13) **52.809** Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail
- (doc. parl. 7290)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 14) 52.811** Projet de loi
1° portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis Heck et
2° modifiant la dénomination du lycée
(doc. parl. 7303)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 15) 52.820** Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
(doc. parl. 7278)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 16) 52.821** Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État
(doc. parl. 7281)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 17) 52.823** Projet de loi
1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand- Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ;
2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen
(doc. parl. 7292)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 18) 52.826** Projet de loi modifiant :
1° le Code de procédure pénale ;
2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF)
(doc. parl. 7287)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 13 votants

- 19) 52.832** Projet de loi portant modification
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
3° de la loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg ;

- 4° de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement ;
- 5° de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ;
- 6° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ;
- 7° de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal

(doc. parl. 7293)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 20) 52.856** Projet de loi modifiant
- 1° le Code du travail ; et
 - 2° le Code de la Sécurité sociale
- en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité de travail prolongée

(doc. parl. 7311)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 21) 52.861** Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Bascharage
- (doc. parl. 7331)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 12 votants

- 22) 52.953** Projet de loi portant modification:
- 1° du Code pénal ;
 - 2° du Code de procédure pénale ;
 - 3° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales

(doc. parl. 7320)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

- 23) 52.961** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer :
- 1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren ;
 - 2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig ;
 - 3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

(doc. parl. 7334)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 14 votants

24) 52.966 Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux
(doc. parl. 7336)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 14 votants*

25) 52.998 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de
l'infrastructure ferroviaire
(doc. parl. 7345)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 13 votants*

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi

1) 52.789 Projet de loi relatif aux contrôles officiels des produits agricoles
(doc. parl. 7273)

2) 52.876 Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce
illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012

Projets de règlement

3) 52.939 Projet de règlement grand-ducal déterminant :
1. la coordination de la politique de promotion de la qualité des prestations
et des structures mises en place dans les établissements hospitaliers ;
2. les indemnités des membres du Comité de gestion interhospitalière

4) 52.993 Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal
du 22 avril 1974 portant création de l'Institut Universitaire International de
Luxembourg